

# Règlement de la Commune de Corminboeuf du 29 mai 2018 relatif à la gestion des déchets

---

*L'Assemblée communale*

Vu la loi du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets (LGD) (RSF 810.2) ;

Vu la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo) (RSF 140.1) ;

Vu le règlement du 20 janvier 1998 sur la gestion des déchets (RGD) (RSF 810.21) ;

Vu l'ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (OPair)  
(RS 814.318.142.1) ;

*Edicte :*

## **CHAPITRE PREMIER - Dispositions générales**

Objet **Article premier**

Le présent règlement a pour but d'assurer, sur le territoire communal, la gestion des déchets dont l'élimination incombe à la commune.

Tâches **Article 2**

Tâches de la commune

<sup>1</sup> La commune élimine les déchets urbains, les déchets de la voirie communale et ceux dont le détenteur est inconnu ou insolvable.

<sup>2</sup> Elle encourage toute mesure de réduction des déchets et informe la population sur leur gestion.

<sup>3</sup> Elle participe, conformément à la législation, à d'autres tâches relatives à l'élimination des déchets.

Surveillance **Article 3**

La gestion des déchets sur le territoire communal est placée sous la surveillance du Conseil communal.

Information **Article 4**

Le Conseil communal informe la population sur les questions relatives aux déchets, en particulier sur les possibilités de réduction et de valorisation des déchets, sur le service de collecte, sur les collectes sélectives, sur les catégories de déchets et sur leurs caractéristiques.

Interdiction  
de dépôt

### **Article 5**

<sup>1</sup> Sous réserve d'accords intercommunaux (art. 107ss LCo), seuls les déchets produits sur le territoire communal peuvent être déposés dans les installations d'élimination désignées à cet effet par le Conseil communal.

<sup>2</sup> Il est interdit de jeter ou de déposer des déchets en dehors des installations d'élimination autorisées. Le compostage des déchets dans des installations individuelles fait exception.

## **CHAPITRE II - Elimination des déchets**

### **A) Déchets urbains**

Définitions

#### **Article 6**

<sup>1</sup> On entend par déchets urbains les déchets produits par les ménages, ainsi que ceux qui proviennent d'entreprises comptant moins de 250 postes à plein temps et dont la composition est comparable à celle des déchets ménagers en termes de matières contenues et de proportion. Ils doivent être régulièrement enlevés pour des motifs de salubrité<sup>1</sup>.

<sup>2</sup> En raison de leur taille, de leur poids ou de leur volume, les déchets urbains peuvent prendre la forme de déchets encombrants à collecter séparément.

Valorisation

#### **Article 7**

Les déchets urbains valorisables tels que les vieux papiers, les verres perdus, les métaux, les textiles ainsi que d'éventuels autres déchets sont présentés à la collecte ou apportés au poste de collecte selon les prescriptions du Conseil communal.

Déchetterie

#### **Article 8**

<sup>1</sup> Le Conseil communal assure l'exploitation de la déchetterie.

<sup>2</sup> Il règle les conditions d'accès à la déchetterie et en organise la surveillance.

Compostage

#### **Article 9**

<sup>1</sup> Dans la mesure du possible, les déchets compostables doivent être compostés par leur détenteur dans des installations de compostage individuelles ou de quartier.

<sup>2</sup> La commune encourage et soutient, par des mesures d'accompagnement, le compostage individuel ou de quartier.

<sup>3</sup> Elle achemine les déchets compostables non valorisés vers une installation autorisée.

---

<sup>1</sup> cf. la disposition transitoire de l'article 30 du présent règlement

Organisation **Article 10**

Organisation de la collecte <sup>1</sup> Le Conseil communal organise le ramassage des déchets urbains et en fixe les modalités ; il peut exclure certains objets de la collecte.

<sup>2</sup> Les ordures ménagères non valorisées sont déposées dans des sacs ou des conteneurs prévus à cet effet, conformément aux prescriptions du Conseil communal.

<sup>3</sup> Les déchets encombrants font l'objet d'une collecte séparée dont les modalités sont définies par le Conseil communal.

<sup>4</sup> L'entreposage des déchets urbains en vrac sur le domaine public est interdit. Font exception les déchets encombrants déposés les jours de ramassage.

Incinération **Article 11**

Incinération des déchets naturels <sup>1</sup> L'incinération en plein air de déchets verts provenant des champs et des jardins est interdite. Font exception les déchets naturels des champs et des jardins qui sont suffisamment secs pour que leur incinération n'émette pratiquement pas de fumée (art. 26b al. 1 OPair).

<sup>2</sup> Le Conseil communal peut limiter ou interdire l'incinération de déchets naturels à certains endroits, si des immissions excessives sont à craindre (art. 26b al. 3 OPair). Pour ce faire, le Conseil communal publie une information officielle définissant précisément ces endroits.

<sup>3</sup> Les dispositions plus restrictives de la législation sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels sont réservées. Pour l'incinération en plein air de déchets naturels provenant des forêts, l'article 33a du règlement cantonal du 11 décembre 2001 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles est applicable.

## B) Déchets particuliers

Généralités **Article 12**

Le Conseil communal peut proposer la collecte de certains déchets particuliers et en fixer les modalités.

## CHAPITRE III - Financement

### A) Dispositions générales

Principes généraux **Article 13**

<sup>1</sup> La commune assure le financement du service public d'élimination des déchets dont l'élimination lui incombe. Elle dispose à cet effet :

- des taxes d'élimination (taxes de base et taxes proportionnelles) ;
- des recettes de la vente des matières valorisables récupérées ;
- des recettes fiscales ;
- des émoluments.

<sup>2</sup> Les frais d'acquisition de sacs, de conteneurs et les autres frais occasionnés par la présentation des déchets en vue de leur collecte sont à la charge des usagers.

Emoluments **Article 14**

Un émolument est perçu pour les contrôles faisant suite à une contestation et pour les prestations spéciales que l'administration communale n'est pas tenue d'exécuter en vertu du présent règlement.

Le tarif horaire est de 100 francs au maximum.

Principes régissant le calcul des taxes

**Article 15**

<sup>1</sup> Les taxes sont déterminées de manière à permettre la couverture minimum de 70 % des dépenses occasionnées par les frais d'information, de fonctionnement (frais d'exploitation et frais financiers) du service de collecte et des équipements d'élimination des déchets.

<sup>2</sup> Le 50 % au moins des recettes des taxes provient des taxes proportionnelles.

<sup>3</sup> Le montant des taxes tient compte des coûts de gestion ; il doit contribuer à réduire les quantités totales de déchets, à favoriser la valorisation et à assurer un traitement respectueux de l'environnement.

<sup>4</sup> Pour tenir compte de certaines situations particulières, la commune peut prendre des dispositions spéciales.

<sup>5</sup> Les taxes prévues dans le présent règlement s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA). En cas d'assujettissement de la commune à la TVA, les montants figurant dans le présent règlement sont majorés en conséquence.

Règlement d'exécution

**Article 16**

Dans les limites fixées par l'Assemblée communale le Conseil communal fixe dans le règlement d'exécution :

- les taxes d'utilisation ;
- les éventuelles taxes pour l'élimination des déchets particuliers ;
- les émoluments dus pour les prestations spéciales.

Perception de la taxe de base

**Article 17**

La taxe de base est perçue annuellement auprès du détenteur de déchets.

Déchets non soumis à une taxe proportionnelle

**Article 18**

Les déchets valorisables qui sont apportés aux postes de collecte de la commune ou qui font l'objet de collectes sélectives (déchets valorisables) ne sont pas soumis à une taxe proportionnelle.

Déchets exclus de la collecte

**Article 19**

Seuls les sacs poubelles et tout autre contenant avec marque d'acquiescement de la taxe peuvent être présentés à la collecte.

Apports directs

## Article 20

En cas d'apports directs de grandes quantités de déchets urbains de l'industrie et de l'artisanat à des entreprises d'élimination des déchets, les frais de transport et les frais d'élimination seront directement acquittés par le remettant. Les conditions sont fixées par une convention entre la commune et les entreprises concernées.

## B) Types de taxes

### a) Déchets urbains

Taxe d'élimination

## Article 21

La taxe d'élimination des déchets se compose d'une taxe de base et d'une taxe proportionnelle (taxe au sac ou au poids, vignettes ou plomb).

Taxe de base

## Article 22

<sup>1</sup> La taxe de base couvre les frais de collecte et de transport, ainsi que ceux afférents aux collectes sélectives (mise en place des infrastructures, exploitation, renouvellement des installations, etc.), pour autant qu'ils ne soient pas couverts par la taxe au sac, la vignette ou un plomb.

<sup>2</sup> La taxe de base annuelle est fixée comme suit :

- a. Pour une personne seule : 160 francs au maximum.
- b. Pour un ménage de deux personnes ou plus : 240 francs au maximum.
- c. Pour les indépendants, les commerces, les artisans et les exploitations agricoles : 300 francs au maximum.
- d. Pour les entreprises industrielles : 500 francs au maximum.
- e. Pour les associations : 100 francs au maximum.

Taxe au sac

## Article 23

<sup>1</sup> La taxe au sac est fonction de la capacité du sac.

<sup>2</sup> Les taxes maximales suivantes sont applicables

– 17 litres	1.50	francs
– 35 litres	3.00	francs
– 60 litres	5.00	francs
– 110 litres	9.00	francs

Conteneurs plombés

## Article 24

<sup>1</sup> Les conteneurs doivent être plombés en vue de leur collecte.

<sup>2</sup> Les taxes maximales applicables aux plombs sont fixées à  
65.00 francs pour les conteneurs de 800 l

## b) Déchets particuliers

Taxe sur les  
déchets  
particuliers

### **Article 25**

<sup>1</sup> Les dépenses afférentes à la collecte des déchets particuliers sont prises en charge par leur détenteur.

<sup>2</sup> Le Conseil communal fixe dans le règlement d'exécution la liste des déchets particuliers que la commune reprend. Lors du dépôt de ces déchets, la commune ne facturera que le montant des tarifs pratiqués par les entreprises de collecte.

## CHAPITRE IV - Intérêt moratoire, sanctions pénales et voies de droit

Intérêt  
moratoire

### **Article 26**

Toute taxe, contribution ou émolument non payé à l'échéance porte intérêt au taux moratoire en vigueur pour les impôts sur le revenu et la fortune des personnes physiques.

Sanctions  
pénales

### **Article 27**

<sup>1</sup> Toute contravention aux articles 5 à 12 et à l'article 19 du présent règlement est passible d'une amende de 20 francs à 1'000 francs selon la gravité du cas.

<sup>2</sup> Le Conseil communal prononce les amendes en la forme de l'ordonnance pénale. Le contrevenant peut faire opposition par écrit auprès du Conseil communal, dans les 10 jours dès la notification de l'ordonnance pénale (art. 86 al. 2 LCo).

<sup>3</sup> Les dispositions pénales du droit fédéral et cantonal en la matière restent réservées.

Voies de  
droit

### **Article 28**

<sup>1</sup> Les décisions prises par le Conseil communal, un de ces services ou un délégataire de tâches communales concernant l'application du présent règlement sont sujettes à réclamation dans les 30 jours auprès du Conseil communal. Les réclamations doivent être écrites et contenir les conclusions et les motifs du réclamant.

<sup>2</sup> Lorsque la réclamation est rejetée en tout ou en partie par le Conseil communal, un recours contre cette décision peut être adressé au Préfet dans un délai de 30 jours dès sa communication.

<sup>3</sup> Les voies de droit en matière pénale demeurent réservées (art. 86 al. 2 LCo).

## CHAPITRE V - Dispositions finales

Abrogation **Article 29**

Les règlements du 15 décembre 1998 (Corminboeuf) et du 15 décembre 2010 (Chésopelloz) relatifs à la gestion des ordures ménagères et autres déchets, ainsi que toutes autres dispositions antérieures ou contraires au présent règlement sont abrogés.

Disposition transitoire **Article 30**

<sup>1</sup> L'art. 6 al. 1 est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

<sup>2</sup> Jusqu'au 31 décembre 2018, sont réputés déchets urbains les déchets provenant des ménages ainsi que les autres déchets de composition analogue. Ils doivent être régulièrement enlevés pour des motifs de salubrité.

Exécution **Article 31**

Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent règlement.

Entrée en vigueur **Article 32**

Le présent règlement entre en vigueur le 30 mai 2018, sous réserve de son approbation par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC).

Adopté par l'Assemblée communale, le 29 mai 2018.

La Secrétaire :  
Sandra Aïoutz



La Syndique :  
Anne-Elisabeth Nobs

A handwritten signature in blue ink, corresponding to the name Anne-Elisabeth Nobs.

Approuvé par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions,  
le

18 DEC. 2018



Jean-François Steiert  
Conseiller d'Etat, Directeur

A handwritten signature in blue ink, corresponding to the name Jean-François Steiert.